



**Lettre ouverte des organisations syndicales internationales
aux Ministres des Finances du G7
8 octobre 2008**

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,

L'économie mondiale vacille au bord du précipice. La baisse coordonnée des taux d'intérêt annoncée par six banques centrales est nécessaire mais les ministres des finances du G7 et les gouverneurs des banques centrales qui se réuniront à Washington le 10 octobre doivent initier un plan de sauvetage de grande ampleur pour stabiliser les marchés financiers mondiaux, écarter les risques d'une récession mondiale et poser les bases d'un retour à la création d'emplois décents.

Ces vingt dernières années, le G7 et les institutions financières internationales ont fait la promotion d'une « nouvelle architecture financière » faisant peu de cas de la réglementation. Ils ont été des partisans enthousiastes de l'innovation financière qui a mené à la contamination du système financier international par des produits complexes adossés à des créances douteuses. Ce qui aurait dû être une crise contenue du prêt hypothécaire américain s'est transformé en une crise d'ampleur mondiale tant économique que sociale. Il n'est pas ici question d'une crise du secteur bancaire, mais bien de la faillite de tout un système financier.

Les interventions des banques centrales et des gouvernements ces derniers jours pour rétablir la confiance et stabiliser les marchés du crédit étaient nécessaires pour sauver le système bancaire. Dans la mesure où des pans entiers du système financier relèvent maintenant de l'argent du contribuable, nous insistons pour que les gouvernements prennent des parts au capital des institutions financières ainsi aidées et se comportent comme des actionnaires actifs pour protéger l'intérêt public et pour assurer que les contribuables seront remboursés ultérieurement. Et pourtant, ces mesures ne permettent que de parer au plus pressé. A elles seules, elles ne permettront pas de rétablir la confiance publique dans la gouvernance économique ou d'écarter une récession mondiale.

Le chaos financier qui règne actuellement commence à se faire sentir sur l'économie réelle avec une chute brutale de l'emploi aux Etats-Unis, et se transforme progressivement en une récession mondiale. Les ministres des finances du G7 et les gouverneurs des banques centrales doivent mettre en place un plan de sauvetage coordonné visant à relancer l'économie réelle du G7 et au delà. Les banques centrales doivent engager une baisse coordonnée des taux d'intérêt autant de fois que nécessaire. Les gouvernements doivent engager des programmes d'investissement dans les infrastructures ainsi que dans les 'emplois verts' pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Des dépenses et une fiscalité ciblées doivent par ailleurs être introduites pour soutenir le pouvoir d'achat des salariés à faible et moyen revenus.

Au-delà de la gestion de la crise, les gouvernements du G7 doivent travailler pour qu'une telle crise ne se reproduise plus. Nous devons nous atteler à une nouvelle architecture réglementaire couvrant non seulement le secteur bancaire mais aussi le système financier parallèle : les fonds d'arbitrage *hedge funds*, les fonds d'investissement *private equity* et ce qu'il reste de la banque d'investissement. A l'avenir l'endettement démesuré devra être contenu par une réglementation anticyclique des ratios

prudentiels de capitaux, s'appliquant à toutes les institutions financières. La transparence de l'information doit prévaloir et un « principe de précaution » doit s'appliquer pour interdire les produits financiers les plus risqués. La fiscalité doit être aménagée pour rétablir un équilibre entre financements des entreprises par la dette et par les capitaux. La rémunération des dirigeants doit être plafonnée. Il doit être mis fin au système pervers des « bonus » qui a alimenté la spéculation destructrice ces dernières années. La rémunération et les intéressements des dirigeants doivent être reliés aux intérêts de l'économie réelle et se situer dans des proportions raisonnables par rapport aux salariés. En fin de compte il est question d'une nouvelle architecture réglementaire qui garantisse que le système financier soit au service de l'économie réelle.

La coopération doit se faire à tous les niveaux du G7, du G8, de l'Europe, de l'OCDE, des institutions financières internationales pour éviter une concurrence réglementaire et permettre aux actions ainsi menées d'avoir une réelle portée mondiale. Une réunion du G8 accompagnée des ministres des finances doit être organisée de toute urgence pour définir le contenu d'un plan de sauvetage du G8. La population salariée doit avoir une place à la table des discussions. Elle n'a que très peu de confiance dans les réunions à huis clos entre banquiers et gouvernements pour la résorption de cette crise. Celle-ci ne se fera que dans la plus grande transparence et la consultation. Les organisations syndicales internationales sont prêtes à tenir leur rôle dans ce processus.

Cordialement,

John Evans



Secrétaire général
Commission syndicale consultative auprès de
l'OCDE

John Monks



Secrétaire général
Confédération européenne des syndicats

Guy Ryder



Secrétaire général
Confédération syndicale internationale